



CONVENTION PLURIANNUELLE 2022 – 2025

Uni/CP2-22

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommé « l'État », représenté par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ci-après dénommé « le ministre », d'une part,

et

l'Université du Luxembourg, représentée par Monsieur Yves Elsen, Président du conseil de gouvernance, et Monsieur Stéphane Pallage, Recteur, ci-après dénommée « le contractant », d'autre part ;

Vu la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, et notamment son article 51 ;

Vu la convention pluriannuelle signée entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Université du Luxembourg le 13 janvier 2022 ;

Considérant la volonté de l'État de soutenir les activités d'enseignement supérieur et de recherche de haut niveau dans les domaines de la médecine et des sciences infirmières ;

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1er - Objet

L'objet de la présente convention consiste à définir le cadre général concernant les conditions et modalités d'attribution et de versement de la contribution financière de l'État en vue de la réalisation des activités d'enseignement supérieur et de recherche en médecine et en sciences infirmières du contractant.

Le numéro de référence attribué à la présente convention est Uni/CP2-22.

Les objectifs à atteindre par le contractant ainsi que les indicateurs de performance y relatifs sont décrits à l'annexe, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Sous réserve du versement au contractant de la contribution financière telle que prévue par la présente convention, le contractant s'engage :

- i) à prendre les dispositions adéquates et raisonnables pour l'atteinte des objectifs prévus ;
- ii) à fournir toutes les données détaillées demandées par le ministre aux fins de la bonne gestion des activités visées ;
- iii) à informer le ministre de tout événement pouvant avoir une incidence directe sur l'atteinte des objectifs prévus ;
- iv) à fournir au ministre, et à tout autre organisme ou particulier dûment mandaté par le ministre, les informations demandées dans le cadre des contrôles et des audits ;
- v) à participer activement aux activités de contrôle et de suivi.

Le contractant s'engage à appliquer pour la politique tarifaire relative à ses activités une démarche intégrant le modèle des coûts intégraux.

Art. 2 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 48 mois. Elle prend effet au 1^{er} janvier 2022.

Les parties contractantes conviennent de la possibilité d'une révision de la présente convention à mi-terme, à savoir pour le 31 décembre 2023 au plus tard.

Art. 3 - Financement

Eu égard à l'intérêt de la réalisation des activités visées à l'annexe, l'État accorde dans le cadre de la présente convention, dans la limite des moyens budgétaires disponibles et par imputation au crédit budgétaire dédié au ministère ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, dénommé ci-après « le ministère », une contribution financière de 38.844.000 € (trente-huit millions huit cent quarante-quatre mille euros).

Cette contribution n'exclut pas l'attribution de moyens financiers publics supplémentaires, en provenance d'autres crédits budgétaires.

Les contributions financières annuelles de l'État s'établissent comme suit :

- pour l'exercice 2022 : 9.711.000 €
- pour l'exercice 2023 : 9.711.000 €
- pour l'exercice 2024 : 9.711.000 €
- pour l'exercice 2025 : 9.711.000 €

Les contributions annuelles se font en quatre tranches :

- une première tranche de 30 % du montant annuel à verser le 15 février de chaque année, sous condition de remise par le contractant du rapport dit annuel visé à l'article 8 ;
- une deuxième tranche de 30 % du montant annuel à verser le 15 mai de chaque année ;
- une troisième tranche de 20 % du montant annuel à verser le 15 août de chaque année ;
- le solde (de 20 %) à verser le 15 octobre de chaque année, sous condition de remise par le contractant de l'intégralité des rapports visés à l'article 8.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, la contribution financière pour l'exercice 2022 est versée au plus tard pour le 15 décembre 2022.

Le résultat positif éventuel qui se dégagerait à la fin de la présente convention sera affecté par le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg soit à un investissement déterminé dans le domaine de la médecine ou des sciences infirmières, soit à la réserve de compensation, destinée à compenser la différence entre le montant de la dotation qui sera versé par l'État et le montant nécessaire à la réalisation des activités prévues dans le cadre de la présente convention, sur base d'un accord conclu avec le ministre.

Art. 4 - Modalités de gestion

La contribution financière de l'État est subordonnée à l'atteinte des objectifs et à l'exécution des activités visées à l'annexe.

Art. 5 - Engagements de l'État

L'État s'engage à :

- garantir au contractant l'autonomie nécessaire pour l'exécution du présent contrat, dans le respect des dispositions légales y relatives ;
- considérer des extensions des infrastructures immobilières existantes au cas où de telles extensions s'avèreraient indispensables pour l'exécution de la présente convention et selon les besoins réels ;
- soutenir le contractant dans ses démarches en vue de faciliter l'accès aux données nécessaires à la réalisation des missions et à l'atteinte des objectifs décrits dans l'annexe de la présente convention,.

Art. 6 – Engagements du contractant

L'intégrité scientifique étant indispensable aux chercheurs et aux institutions de recherche, le contractant veillera à mettre en œuvre des règles internes de bonne pratique scientifique, notamment celles prévues dans le code de conduite approuvé le 28 mai 2020 et comprenant entre autres des efforts de prévention ainsi qu'une procédure à suivre en cas de manquement à l'intégrité. A cet effet, le contractant collabore avec l'Agence nationale de l'Intégrité de la Recherche (LARI), dont il est membre.

Le contractant contribue à la mise en œuvre de la politique nationale d'accès libre (« Open Access »).

Dans la gestion de son personnel, le contractant veille à un juste équilibre dans la représentation des sexes, notamment pour ce qui est du corps académique des enseignants-chercheurs.

Les programmes de formation menant aux grades de bachelor en médecine, de bachelor Infirmiers spécialisés dans les quatre spécialités (assistant technique médical de chirurgie, infirmier en anesthésie et réanimation, infirmier en pédiatrie et infirmier psychiatrique), de bachelor Sage-femme et de bachelor Assistant technique médical de radiologie, de bachelor Infirmier responsable de soins généraux et au diplôme d'études spécialisées en médecine respectent le principe du multilinguisme.

Art. 7 – Concertation avec les autres acteurs du domaine médical et des soins

Dans un souci de bonne et efficiente gestion des deniers publics, le contractant se concerta avec les centres de recherche publics, créés par la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, avec le Laboratoire national de santé, créé par la loi modifiée du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé», avec le Lycée Technique pour Professions de Santé et avec les prestataires de soins luxembourgeois en ce qui concerne les formations de bachelor en médecine et en sciences infirmières, ainsi que les études spécialisées en médecine.

Art. 8 - Rapports

Le contractant remettra au ministère aux dates suivantes et selon les modalités décrites ci-après un rapport sommaire résumant les activités de l'année considérée et la progression dans l'atteinte des objectifs (maximum 5 pages), comprenant notamment les indicateurs décrits à l'annexe de la présente convention :

- Pour le 1^{er} février de l'année suivant l'exercice visé : le rapport d'activités annuel en langue française, structuré en deux parties :
 - a) « Rapport d'activités », texte libre non exhaustif, reprenant les éléments marquants de l'année, et
 - b) « Indicateurs », comprenant les résultats provisoires des indicateurs non financiers, et les indicateurs d'évolution des ressources humaines choisis de commun accord entre le ministère et le contractant.

- Pour le 1^{er} mai au plus tard de l'année suivant l'exercice visé : les indicateurs non financiers, après validation par le conseil de gouvernance de l'Université.

Ensemble avec le contractant, le ministère étudiera les progrès réalisés sur base de ce document sous forme d'une réunion de travail qui se tiendra au plus tard dans les huit semaines après la remise du rapport.

Le contractant remettra au ministère pour le 1^{er} décembre au plus tard de l'année précédant l'exercice visé une proposition de répartition des dépenses pour les trois rubriques A., B. et C. telles que visées à l'annexe.

Le ministère exerce son droit d'approbation dans les 60 jours qui suivent la réception de la proposition. Passé ce délai, il est présumé être d'accord et la décision peut être exécutée.

Le ministère s'engage à ne pas publier les résultats provisoires des indicateurs financiers du contractant, sauf sous une forme agrégée avec les résultats de l'ensemble des établissements publics de recherche.

En cas de constat d'écarts importants entre les objectifs visés et l'atteinte de ces derniers, des mesures correctrices peuvent faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Pour le 1^{er} mai 2026, le contractant remet au ministre un rapport sur l'exécution de la présente convention au regard des objectifs poursuivis incluant une présentation des indicateurs et un descriptif des activités réalisées.

Art. 9 - Suspension du versement des contributions

Le versement des contributions de l'État au contractant, tel que prévu par la présente convention, peut être suspendu au cas où l'un des rapports précités n'a pas été fourni.

Art. 10 - Inexécution, retards ou défaillances

Le contractant signale sans délai au ministre, en lui fournissant toute précision utile, tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de la présente convention. Les parties contractantes fixent d'un commun accord les mesures à prendre.

L'exécution des activités en vue de l'atteinte des objectifs ainsi que des indicateurs prévus par la présente convention peut être suspendue en raison de la survenance d'un événement de force majeure. Le contractant avertit immédiatement le ministre de la survenance d'un événement de force majeure en indiquant la nature, la durée probable et les conséquences prévisibles dudit événement.

Le contractant peut proposer au ministre de suspendre l'exécution de la présente convention en tout ou en partie si un événement de force majeure ou des circonstances exceptionnelles rendent son exécution excessivement difficile ou coûteuse. Le contractant doit informer sans délai le ministre de ces circonstances et fournir des informations précises relatives à l'événement en question ainsi qu'une estimation de la date prévue pour la reprise des travaux.

Les travaux ainsi suspendus peuvent être repris lorsque les deux parties ont convenu de leur poursuite.

Art. 11 - Contrôle

Le contractant conservera, pendant une période de cinq ans après l'échéance finale de la période couverte par la présente convention, l'original ou, dans des cas exceptionnels dûment justifiés, les copies de tous les documents concernant la présente convention. Durant l'exécution d'audits dans le cadre de la présente convention, ces documents seront mis sur demande du ministre à la disposition des personnes chargées de ces audits.

Art. 12 - Modifications de la convention et de son annexe

Les dispositions de la présente convention pourront être modifiées d'un commun accord entre les parties, moyennant un avenant sous forme écrite.

Art. 13 - Droits et revenus

Les droits de propriété intellectuelle découlant des activités du contractant dans le cadre de la présente convention sont sa propriété exclusive. Les revenus générés par des produits, procédés ou services résultant des activités du contractant lui sont attribués.

Art. 14 - Diffusion des connaissances

Sans préjudice des dispositions d'accords de confidentialité conclus par le contractant avec des tiers, l'État a le droit d'informer des tiers de l'objet des travaux visés par la présente convention, de leur état d'avancement et de leurs résultats, soit par la diffusion de rapports généraux, sommaires et sous forme agrégée, sur tout support au choix du ministère, soit à tout autre niveau de détail, après accord écrit du contractant.

Art. 15 - Droit applicable et juridiction compétente

La présente convention est soumise au droit luxembourgeois et tout litige en relation avec la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le **22 NOV. 2022** en autant d'exemplaires que de parties.

Pour le contractant,

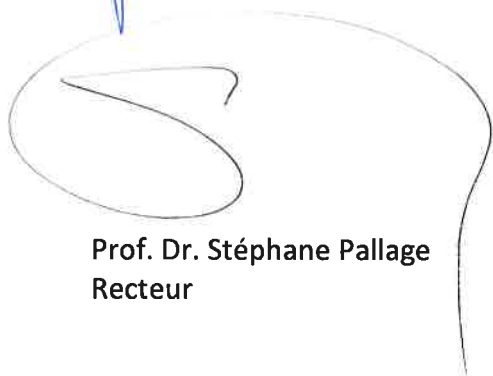


Yves Elsen
Président du conseil de gouvernance

Pour l'État,



Claude Meisch
Ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche



Prof. Dr. Stéphane Pallage
Recteur

Annexe

Général

Le développement de l'enseignement et de la recherche en médecine et en sciences infirmières est l'une des trois grandes priorités de l'Université pour la période allant de 2022 à 2025.

A. Médecine

L'Université poursuivra les activités d'enseignement lancées lors du dernier plan quadriennal, à savoir :

- Bachelor en médecine : La première promotion qui a débuté en 2020 sera diplômée en été 2023, et trois promotions au total seront diplômées avant fin 2025. Lors de cette période, l'Université consolidera son approche pédagogique innovante en intégrant davantage de méthodes d'apprentissage par la simulation. En outre, le suivi des activités pédagogiques ainsi que l'évaluation des résultats de l'enseignement et de l'apprentissage seront soigneusement menés par l'équipe enseignante et des représentants des hôpitaux luxembourgeois, conformément aux normes internationales en matière d'enseignement médical. Le Bachelor en médecine fera l'objet d'une évaluation externe mandatée conjointement par le ministre et le Conseil de gouvernance après deux cohortes de diplômés, soit pour fin 2024.
- Études spécialisées en médecine: trois cursus de formation spécialisée (médecine générale, neurologie, oncologie médicale) entrent dans leur deuxième année en 2022. Les nouveaux programmes en médecine générale (master et DES) produiront leurs premiers diplômés au cours du plan quadriennal, et en neurologie et oncologie pour 2026.

Indicateurs structurels

- Le contractant engage pendant la période 2022 à 2025 trois professeurs, dont un dans le domaine de la médecine générale, un dans le domaine de l'oncologie médicale, ainsi qu'un dans un troisième domaine à déterminer par le conseil de gouvernance de l'Université.
- Le contractant s'engage à conclure une convention avec la Fhl pour l'encadrement des étudiants stagiaires.
- Le contractant s'engage à équiper des salles de cours spécialisées et salles de travaux pratiques pour la rentrée 2024/25.
- Le contractant s'engage à apporter un soutien administratif et financier aux étudiants en médecine et aux médecins en voie de formation en vue de leur participation à des congrès, formations et conférences à visée pédagogique et en relation avec leur domaine d'études.
- En ce qui concerne les admissions en première année du bachelor, le contractant vise 130 candidats admis chaque année.

- Le contractant s'engage pour la période 2022 à 2025 à ce qu'un plus grand nombre d'étudiants soit formé au Luxembourg. Sont ainsi visés 240 étudiants ayant réussi la première année de bachelor en médecine dont 150 étudiants poursuivent leurs études en médecine en France, Belgique ou Allemagne et 56 étudiants qui terminent le bachelor en médecine à l'Université.

B. Sciences infirmières

Dans une première phase, l'Université se chargera, pour la rentrée académique 2023, de la création et de l'organisation complète des programmes d'études et de leurs curricula pour les spécialisations infirmières suivantes :

- Bachelor infirmiers spécialisés - Assistant technique médical de chirurgie
- Bachelor infirmiers spécialisés - Infirmier en anesthésie et réanimation
- Bachelor infirmiers spécialisés - Infirmier en pédiatrie
- Bachelor infirmiers spécialisés - Infirmier psychiatrique.

Dans une deuxième phase, l'Université développera de nouveaux programmes d'études menant au grade de bachelor pour la rentrée 2024 :

- Bachelor Sage-femme
- Bachelor Assistant technique médical (ATM) de radiologie
- Bachelor Infirmier responsable de soins généraux

Le développement du concept des formations en sciences infirmières se fera conformément aux prescriptions légales et réglementaires réglementant l'exercice des professions visées en termes d'études et d'activités réservées et sera basé sur les principes de la mutualisation des ressources (matériel didactique, infrastructure, gestion de la scolarité...) et enseignements avec la médecine (particulièrement en ce qui concerne certains cours, des conférences, le travail d'équipe, la formation pratique et la simulation), la coopération avec le Lycée Technique pour Professions de Santé, l'enseignement multilingue et la coopération transfrontalière.

Indicateurs structurels

- Le contractant engage des directeurs de programme afin de développer les curriculums et d'élaborer les accords de coopération pour les bachelors précités. Le démarrage de la première année des bachelors infirmiers spécialisés est prévu pour l'année académique 2023/2024 ; les autres formations débuteront à partir de 2024/2025.
- Le contractant conclut avec le Lycée Technique pour Professions de Santé une convention qui fixe les modalités de collaboration sur les formations en spécialisations, plus particulièrement en ce qui concerne la formation pratique et l'encadrement lors des stages à l'hôpital ou dans d'autres structures et environnements de soins de santé.
- Le contractant engage pendant la période 2022 à 2025 au moins trois professeurs en sciences infirmières.
- Le contractant s'engage à conclure une convention avec la FhI pour l'encadrement des étudiants stagiaires.
- En ce qui concerne les admissions en première année des programmes d'études précités, le contractant vise :
 - 15 candidats admis dans chacun des Bachelors Infirmiers spécialisés à partir de l'année académique 2023/2024
 - 50 candidats admis dans le Bachelor Infirmier responsable de soins généraux à partir de l'année académique 2024/2025

- 15 candidats admis dans le Bachelor Sage-femme à partir de l'année académique 2024/2025
- 15 candidats admis dans le Bachelor Assistant technique médical (ATM) de radiologie à partir de l'année académique 2024/2025
- Le contractant s'engage à équiper des salles de cours spécialisées et salles de travaux pratiques pour la rentrée 2025/26.

C. Recherche

L'enseignement de la médecine et des sciences infirmières moderne va de pair avec une recherche de pointe dans ces domaines, ainsi que dans le domaine biomédical.

L'Université participera aussi de façon plus intensive à des recherches cliniques. En outre, l'Université mettra en place un programme visant à permettre aux cliniciens d'acquérir une expérience directe de la recherche biomédicale.

Indicateurs structurels

- Le contractant s'engage à offrir des places pour des semestres de recherche aux étudiants des études spécialisées en médecine. À défaut, il accompagne leurs travaux dans d'autres institutions au Luxembourg ou à l'étranger.
- Le contractant s'engage à collaborer avec le LIH, LNS et les hôpitaux.
- Le contractant s'engage à mettre à disposition des moyens financiers afin de réaliser des projets de recherche collaboratifs entre des enseignants-chercheurs de l'Université et des médecins et des professionnels de la santé installés au Luxembourg.